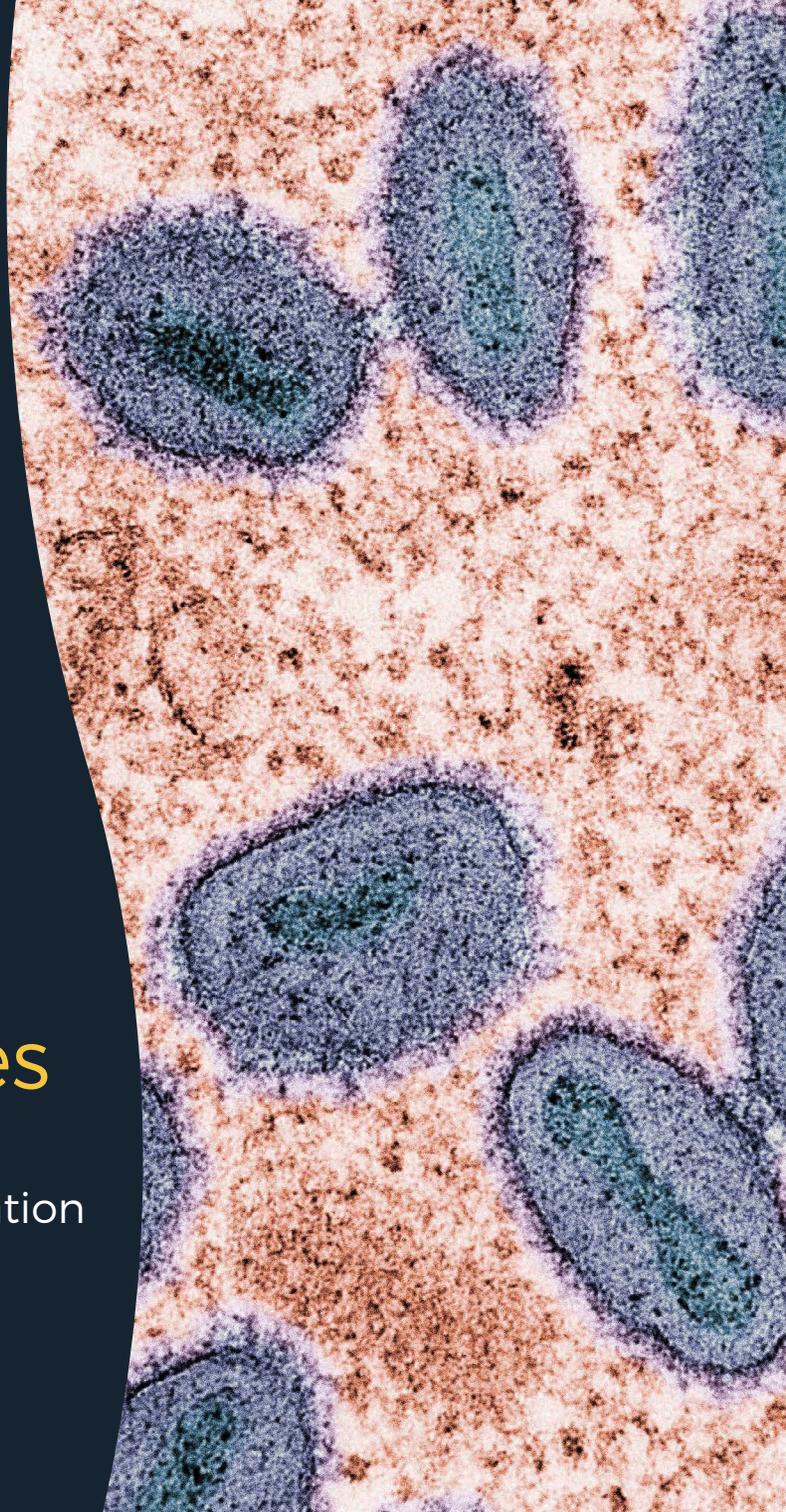




Prévention,  
préparation et  
riposte aux  
**pandémies**

Document d'orientation  
politique



Nelson Mandela s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1990.  
Photo : Photo ONU / Eskinder Debebe



Image de couverture : Image colorisée au microscope électronique montrant des particules du virus de la variole simienne (en violet et bleu sarcelle) à l'intérieur d'une cellule infectée (marron).  
Photo : NIAID

## Contents

- 5** À propos de The Elders
- 6** The Elders et la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies
- 8** Résumé analytique
- 11** L'urgence de la menace pandémique
- 16** Les enjeux et notre position
  - 16** *Attention internationale et leadership mondial*
  - 19** *Approche sociétale des pandémies*
  - 21** *Équité, droits humains et solidarité mondiale*
  - 24** *Financement pérenne*
  - 26** *Désinformation et politisation*
  - 29** *Menaces et opportunités des nouvelles technologies*
- 30** Nos propositions d'action
  - 30** *Attention internationale et leadership mondial*
  - 32** *Approche sociétale des pandémies*
  - 33** *Équité, droits humains et solidarité mondiale*
  - 35** *Financement pérenne*
  - 36** *Désinformation et politisation*
  - 37** *Menaces et opportunités des nouvelles technologies*
- 39** Conclusion



## À propos de The Elders

La stratégie de The Elders pour la période 2023-2027 aborde trois des menaces existentielles auxquelles l'humanité est confrontée : la crise climatique, les pandémies, les armes nucléaires, ainsi que le défi mondial persistant que représentent les conflits. En s'inspirant du mandat de Nelson Mandela, notre approche intègre également quatre engagements transversaux : le multilatéralisme, les droits humains, l'égalité en matière de genre et la participation des femmes au leadership, ainsi que le dialogue intergénérationnel.

L'impact de ces menaces est d'ores et déjà perceptible sur les vies et les moyens de subsistance : une augmentation rapide des phénomènes météorologiques extrêmes, une pandémie qui a provoqué le décès de millions de personnes et coûté des milliards, des guerres dans lesquelles le recours aux armes nucléaires a été ouvertement évoqué. Mais il pourrait y avoir pire à l'avenir, voire bien pire. Certaines de ces menaces mettent en péril l'existence même de la vie humaine sur notre planète. Nous avons le pouvoir de nous détruire et de détruire le monde dans lequel nous vivons. Les pays ne semblent pas avoir la capacité ou la volonté de gérer ces risques.

Ce document présente les positions politiques de The Elders sur les pandémies en date du premier semestre 2025. Il met également en évidence le type de leadership nécessaire pour faire face à cette menace existentielle à court, moyen et long termes.

L'urgence des menaces existentielles interconnectées auxquelles nous sommes confrontés exige des leaders mondiaux qu'ils adoptent un état d'esprit de crise, à savoir un état d'esprit qui place l'humanité partagée au premier plan, qui ne laisse personne de côté et qui reconnaît les droits des générations futures. Lorsque les nations travaillent ensemble, il est possible de faire face à ces menaces pour le bien de l'humanité tout entière. L'espoir subsiste.

En tant que membres de The Elders, notre expérience et notre influence nous permettent d'œuvrer en faveur de la paix, de la justice, des droits humains et d'une planète durable. Nous nous engageons auprès des leaders mondiaux et de la société civile par le biais de la diplomatie privée et du plaidoyer public afin de faire face aux menaces existentielles, de promouvoir des solutions à l'échelle mondiale et d'encourager un leadership conforme à l'éthique qui soutient la dignité de tous les êtres humains.

# The Elders et la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies

La menace existentielle que représentent les pandémies envers l'humanité est depuis longtemps un sujet d'intérêt pour de nombreux membres de The Elders dans le cadre de leur carrière. Les épidémies de maladies infectieuses qui se sont succédées au cours de ce siècle, notamment le SRAS, le virus Ebola et la COVID-19, ont renforcé l'urgence de la menace et en ont fait une priorité pour l'ensemble du groupe.

**Ellen Johnson Sirleaf** a dirigé le Liberia pendant l'épidémie dévastatrice d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2013-2016), dont le taux de mortalité était de 40 %. En conséquence, elle a été nommée coprésidente du Groupe d'experts indépendant sur la préparation et la riposte aux pandémies (GIPR) en 2020, qui a publié en mai 2021 son rapport phare sur les enseignements tirés de l'épidémie de COVID-19 à l'échelle mondiale. **Helen Clark** était l'autre coprésidente du GIPR, qui a défendu sans relâche la transformation de la prévention, de la préparation et de la riposte aux pandémies à l'échelle mondiale depuis le début de l'épidémie de COVID-19. **Ernesto Zedillo** était membre du GIPR.

**Gro Harlem Brundtland** était directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé lors de l'épidémie mondiale de SRAS (2002-2004). Elle est largement reconnue pour avoir dirigé les efforts visant à maîtriser le virus. Elle a été la coprésidente fondatrice du Conseil mondial de suivi de la préparation aux pandémies, qui, dans son rapport inaugural de septembre 2019, a mis en garde de manière préventive contre le risque d'une future pandémie.

**Ban Ki-moon** s'est fait le champion de la sécurité sanitaire mondiale, notamment au cours de son mandat en tant que Secrétaire général des Nations Unies, lorsqu'il a mis en place la toute première mission sanitaire d'urgence des Nations Unies en 2014 en réponse à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, et qu'il a mandaté le Groupe de haut niveau sur la riposte mondiale aux crises sanitaires en 2015. **Zeid Ra'ad Al Hussein** a réuni les négociateurs à Genève à propos de l'Accord sur les pandémies, dans le but de trouver des solutions permettant d'aboutir à un accord significatif et équitable. **Denis Mukwege** était vice-président du Comité multisectoriel de lutte contre le coronavirus de la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo.

## The Elders

Fondé par Nelson Mandela en 2007, The Elders est un groupe de leaders mondiaux indépendants qui œuvrent ensemble en faveur de la paix, la justice, les droits humains et une planète durable.



**Lakhdar Brahimi, Fernando Henrique Cardoso, Ricardo Lagos et Muhammad Yunus** sont des membres honoraires du groupe The Elders.

**Kofi Annan** (1938-2018) a été l'un des membres fondateurs du groupe The Elders et a occupé les fonctions de Président de 2013 à 2018. **Desmond Tutu** (1931-2021) a été l'un des membres fondateurs du groupe The Elders et a occupé les fonctions de Président de 2007 à 2013. **Ela Bhatt** (1933-2022) est l'un des membres fondateurs du groupe The Elders. **Martti Ahtisaari** (1937-2023) a été membre du groupe The Elders à partir de 2009. **Jimmy Carter** (1924-2024) a également été l'un des membres fondateurs du groupe The Elders, avant de décider de se retirer en 2016 pour raisons de santé.

# Résumé analytique

Le risque croissant de pandémies confronte les leaders à un défi existentiel.

La science est claire. La question n'est pas de savoir « si » la prochaine menace de pandémie existe, mais plutôt « quand » elle se produira. Il existe un risque important qu'une future pandémie soit à la fois plus infectieuse, plus susceptible de muter et plus mortelle que la COVID-19.

Le monde ne peut pas se permettre d'attendre pour se préparer à la prochaine pandémie. La dégradation de l'environnement, les mouvements de population à grande échelle, et une planète où les températures sont de plus en plus élevées augmentent le risque de transmission des agents pathogènes de l'animal à l'homme et l'émergence d'environnements plus hospitaliers pour les espèces porteuses de maladies.

La prochaine pandémie pourrait ne pas être d'origine naturelle. L'expertise en matière d'ingénierie des agents pathogènes mortels se développe. La surveillance mondiale des risques liés à la biosécurité et à la sûreté biologique est insuffisante.

Mais en dépit de tous ces risques, les leaders n'agissent pas. Le cycle de panique et de négligence que le monde a connu à la suite des précédentes urgences de santé publique de portée internationale déclarées par l'Organisation mondiale de la Santé se poursuit. Les enseignements tirés des précédentes pandémies ne sont pas appliqués. La plupart des recommandations des nombreux groupes d'experts indépendants n'ont pas été mises en œuvre.

Nombre de leaders continuent à considérer les pandémies comme un problème sanitaire. Pourtant, il est clair que les pandémies ont des répercussions sur l'ensemble de l'économie et de la société. Les informations erronées et la désinformation sur les vaccins et sur le rôle de l'Organisation mondiale de la Santé dans les situations d'urgence en matière de santé publique persistent. Nous n'avons pas encore eu la clairvoyance d'investir suffisamment dans la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies afin de réduire les risques d'une nouvelle pandémie mondiale désastreuse, alors même que l'économie mondiale met des années à se remettre des billions perdus à cause de la COVID-19. Les impacts sociaux et sanitaires importants se poursuivent.

Au sein de The Elders, nous avons lancé notre stratégie de lutte contre les pandémies à la suite de la riposte à la COVID-19. Nous avons observé avec effroi comment le nationalisme, l'absence de leadership et le pouvoir incontrôlé de l'industrie pharmaceutique ont conduit à de grandes disparités dans l'accès aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements. Nous avons découvert l'existence d'un système de surveillance mondial fragmenté et dysfonctionnel, qui punit plutôt qu'il ne récompense les pays qui partagent des données biologiques et génétiques vitales. Nous avons constaté l'impact disproportionné de la pandémie sur les femmes, les soignants et de nombreuses autres communautés vulnérables. En réponse, nous nous sommes joints à la société civile et à d'autres leaders mondiaux pour demander un ensemble clair de politiques mondiales, convenues aux plus hauts niveaux de leadership, qui garantissent l'équité et les droits dans la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies.

La COVID-19 a été la pire pandémie des temps modernes. Elle a provoqué une surmortalité estimée à 28 millions de personnes et des dizaines de billions de dollars de pertes économiques. D'autres impacts incommensurables se sont fait sentir sur le tissu humain de nos sociétés, notamment des dommages inconnus à plus long terme (en particulier sur les enfants et les adolescents). Mais une future pandémie pourrait être bien pire.

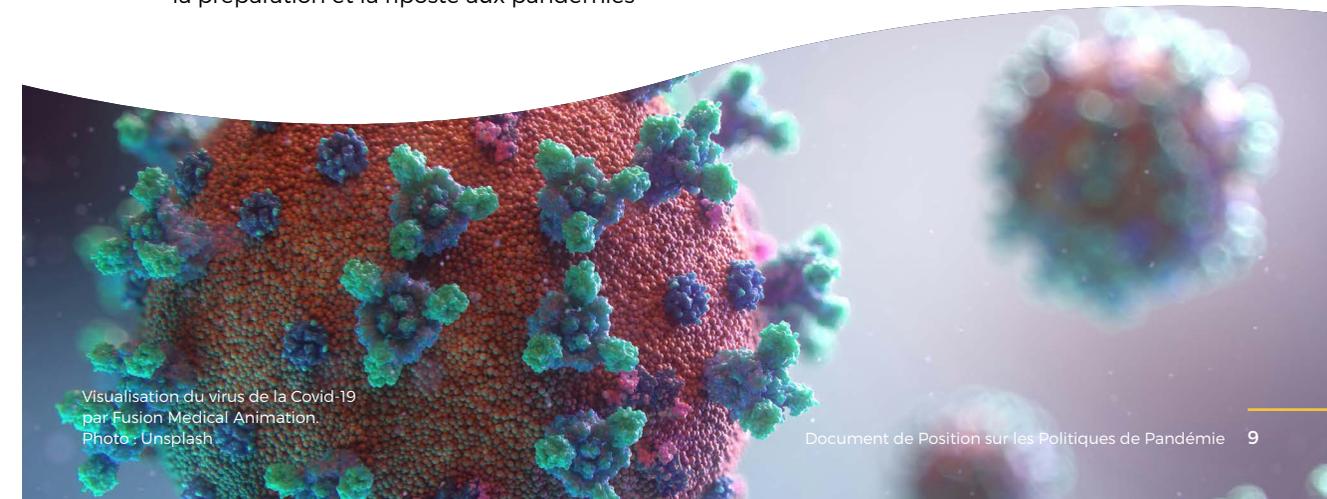
Les pandémies sont inéquitables. Ce sont les personnes les plus vulnérables et les pays les moins bien préparés aux chocs mondiaux qui sont les plus durement touchés. Au cours de la COVID-19, nous avons été témoins d'une injustice à grande échelle : les pays les plus pauvres n'ont pas pu accéder aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements dont ils avaient désespérément besoin.

Il s'agit d'un problème d'action collective. La COVID-19 nous a appris qu'aucun d'entre nous n'est en sécurité si nous ne le sommes pas tous. Pourtant, l'humanité a peine à mettre de côté les intérêts individuels et nationaux, et à agir dans l'intérêt commun. Certaines personnes et certains gouvernements s'opposent activement à des mesures qui réduiraient considérablement les risques. Comment pouvons-nous sortir de cette impasse ?

Les travaux de The Elders sur les pandémies sont ancrés dans notre conviction profonde, à savoir que la solidarité mondiale doit être au cœur de la prévention, de la préparation et de la riposte aux menaces de pandémies.

Dans sa stratégie pour 2023-2027, The Elders ont l'ambition de contribuer à un monde préparé aux futures pandémies grâce à un système multilatéral transformé, financé de manière pérenne, inclusif, transparent et gouverné de manière équitable. Nous avons identifié trois résultats nécessaires au succès :

1. Un leadership politique mondial fort de la part des chefs d'État et de gouvernement sur les pandémies.
2. Une transformation du financement des pandémies, notamment grâce à une gouvernance équitable.
3. Un ensemble clair de politiques mondiales garantissant l'équité et les droits dans la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies



Visualisation du virus de la Covid-19  
par Fusion Medical Animation.  
Photo : Unsplash

Ce document décrit ce que cela signifie dans la pratique.

Dans la section suivante, nous rappelons les coûts terribles de la pandémie de COVID-19 et nous confrontons la réalité des menaces de pandémies futures dans un appel à une action urgente en matière de prévention, de préparation et de riposte.

Nous explorons six thèmes qui exigent une action dans le cadre du programme de réforme de la lutte contre les pandémies :

1. Attention internationale et leadership mondial
2. Approche sociétale des pandémies
3. Équité, droits humains et solidarité mondiale
4. Financement pérenne
5. Désinformation et politisation
6. Menaces et opportunités des nouvelles technologies

Nous terminons par une série de recommandations qui, si elles étaient mises en œuvre, permettraient de rompre le cycle de la panique et de la négligence, et de réduire l'impact des futures épidémies de maladies infectieuses.

Ces questions ne sont pas faciles à aborder. Elles nécessitent un changement radical des priorités et du financement. Et surtout, les changements nécessaires exigeront un leadership politique audacieux. Les leaders doivent suivre les données scientifiques tout en étant à l'écoute de leurs populations. Dans de nombreux pays, les populations subissent encore les contrecoups de la pandémie de COVID-19 – physiquement, psychologiquement, économiquement et socialement. Le véritable leadership est une itération complexe entre « diriger » et « suivre », qui nécessite une touche politique habile et les bonnes politiques, ainsi que du courage moral. Nous sommes parfaitement conscients de la difficulté de la tâche.

Mais si les leaders prennent les bonnes décisions, l'impact sur la préparation du monde à la pandémie sera considérable. Les systèmes peuvent être préparés à éliminer les menaces avant même qu'elles ne se transforment en crises mondiales dévastatrices. C'est ce que les générations actuelles et futures exigent de notre part.

Soixante et onzième Assemblée mondiale  
de la Santé, Genève, Suisse, mai 2018.  
Photo : OMS / Antoine Tardy



# L'urgence de la menace pandémique

Le monde ne peut pas se permettre d'attendre l'apparition d'une nouvelle menace pandémique sans réformer les systèmes de prévention, de préparation et de riposte.

Les preuves scientifiques nous indiquent que l'incidence des épidémies de maladies infectieuses est en augmentation, et l'expansion des capacités biotechnologiques accroît le risque d'événements accidentels ou délibérés dont l'ampleur pourrait être catastrophique.

La propagation rapide de la COVID-19, même après la déclaration d'une Urgence de santé publique de portée internationale par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a démontré que les pays et les systèmes de santé n'étaient pas prêts à faire face à l'épidémie. D'autres expériences récentes montrent également la rapidité avec laquelle les maladies infectieuses peuvent se propager.

L'épidémie d'Ebola sur la période 2013-2016 a connu son premier cas en Guinée en décembre 2013, avant de se propager rapidement aux pays voisins de la Sierra Leone et du Liberia. En juillet 2014, l'épidémie avait atteint les capitales des trois pays. L'épidémie de SRAS sur la période 2002-2004 a débuté dans le sud de la Chine en novembre 2002, a atteint Hong Kong en février 2003 et s'est ensuite rapidement propagée à 29 pays et régions des cinq continents au cours du seul premier semestre 2003.

Chacune de ces épidémies a pris les leaders mondiaux par surprise. Mais aujourd'hui encore, la prévention, la préparation et la riposte (PPR) aux pandémies est loin de figurer en tête des priorités politiques des gouvernements et des institutions multilatérales. Le désir d'aller de l'avant est naturel dans un monde confronté à de nombreuses crises mondiales urgentes à traiter. Mais les leaders ont la responsabilité de tirer les leçons de l'histoire. Il est aujourd'hui essentiel d'apprendre de cette expérience, alors que nous continuons à nous débattre avec les impacts durables de la COVID-19. Sinon, nous risquons de revivre la tragédie de la pandémie de COVID-19 ou de vivre quelque chose d'encore plus grave.

L'expérience traumatisante de la pandémie de COVID-19 s'est également estompée dans la mémoire collective. Les médias grand public en parlent de moins en moins et ne font pas assez de parallèles entre la COVID-19 et les maladies infectieuses actuelles, telles que la variole simienne et le virus H5N1.

## Pandémie de COVID-19 :

### Ce que nous avons perdu et ce que nous devons apprendre

L'Organisation mondiale de la Santé a estimé à 14,83 millions le nombre de décès en surnombre au cours des 18 premiers mois de la pandémie. Selon des estimations plus récentes, ce nombre serait plus proche de 28 millions<sup>1</sup>.

Malgré les prévisions d'une légère reprise de la croissance économique mondiale et d'une baisse de l'inflation en 2024-2025, les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 continuent à se faire ressentir dans le monde entier. Les estimations varient globalement et selon les pays, mais les pertes économiques mondiales dues à la COVID-19 sont estimées à des dizaines de milliards d'USD, alors même que les pays continuent à se débattre avec la dette liée à la pandémie. Selon le Fonds monétaire international, le PIB mondial a chuté de 3,4 % en 2020.

Soixante-dix millions de personnes ont été plongées dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie. Cela ne tient pas compte de ce que la Banque mondiale appelle l'érosion du capital humain, qui aura des impacts durables sur la croissance économique et le bien-être des personnes. Ces impacts sont notamment les suivants :

- La période 2020-2022 a été marquée par la plus forte baisse durable des vaccinations infantiles depuis 30 ans, provoquant ce que l'UNICEF qualifie « d'alerte rouge » pour la santé des enfants dans le monde.
- Plus d'un milliard d'enfants n'étaient pas scolarisés au plus fort de la pandémie. Dans de nombreux pays, les jeunes enfants ont perdu 34 % de leur apprentissage du langage au cours des premières années de scolarité, ce qui, en l'absence de réaction, pourrait entraîner une réduction de 25 % de leur revenu potentiel à l'âge adulte.
- Les femmes ont été nettement plus nombreuses que les hommes à perdre leur emploi, en raison de leur présence disproportionnée dans les secteurs de l'hôtellerie et de la vente au détail en particulier, et de la charge de travail qu'elles ont dû assumer en raison des fermetures d'écoles.
- La COVID-19 a provoqué une augmentation de 25 % de l'anxiété et de la dépression dans le monde, les jeunes étant les plus exposés au risque de comportement suicidaire et d'automutilation, et les femmes étant plus gravement touchées que les hommes.

<sup>1</sup>The Economist (2022) : exercice de modélisation qui a mesuré la surmortalité au cours de la COVID-19. La surmortalité est une mesure standard utilisée pour surmonter les problèmes de données tels que la sous-déclaration, les diagnostics erronés et les événements de santé publique tels que la priorité donnée à une maladie par rapport à une autre.

### Ce que la science nous apprend

Compte tenu de la gravité des pertes humaines et de l'impact sur le bien-être économique et social, ainsi que de l'incapacité, en de nombreux endroits, à faire face publiquement au traumatisme mondial causé par la COVID-19, nous devons nous rendre à l'évidence que nous risquons toujours de ne pas réagir de manière adéquate aux futures et inévitables menaces de pandémie.

La fréquence de ces menaces est appelée à augmenter, en partie en raison de l'empiètement accru des êtres humains sur les habitats des animaux, ce qui entraîne des « débordements » de plus en plus fréquents. De nombreuses communautés sont déjà confrontées à des flambées de maladies infectieuses et à des épidémies continues ; par exemple, la réapparition en 2024 de la variole simienne dans plusieurs pays d'Afrique après l'épidémie de 2022. Ces communautés vivent avec la menace constante et visible d'un foyer de maladie se transformant en épidémie, puis potentiellement en pandémie.

Les climats plus chauds offrent également de nouveaux habitats aux espèces porteuses de maladies, ce qui signifie qu'à l'avenir, une plus grande partie de la planète sera confrontée à cette réalité. Le réchauffement de la planète soulève aussi une autre menace : les virus gelés depuis longtemps dans le pergélisol arctique sont libérés à mesure que la terre se réchauffe et que le gel fond, dégageant ainsi d'anciens agents pathogènes susceptibles de provoquer une pandémie.

Des recherches publiées dans la revue Proceedings of the National Academies of Science ont révélé que la probabilité d'une pandémie ayant un impact similaire à celui de la COVID-19 est d'environ 1 sur 50 au cours d'une année donnée. Mais la prochaine pandémie pourrait faire des ravages encore plus importants si les conseils des experts ne sont pas pris en compte. Une future pandémie pourrait être plus infectieuse, et/ou plus mutable, et/ou plus mortelle que la COVID-19. Le SARS-CoV-1 et le MERS-CoV, par exemple, ont des taux de mortalité plus élevés, ce qui les rend environ 5 à 16 fois plus graves que le SARS-CoV-2. Ces virus n'ont pas provoqué de catastrophe lors des épidémies précédentes parce qu'ils se transmettaient moins facilement.

Toutefois, ces menaces ne peuvent et ne doivent pas conduire au fatalisme ou à la paralysie des leaders et des décideurs politiques. À la suite de la COVID-19 et d'autres épidémies, passées et présentes, telles que la variole simienne et le virus Ebola en Afrique, le monde sait comment prévenir la prochaine pandémie et s'y préparer. Mais il doit appliquer ce qui est connu pour que cela fonctionne.





Personnes attendant de pouvoir recevoir des dons alimentaires à São Paulo, au Brésil, pendant la grave crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 en 2020.  
Photo : Nelson Antoine / Shutterstock.com

Des groupes tels que le Groupe d'experts indépendant pour la préparation et la riposte aux pandémies (GIPR, désormais connu sous le nom de Groupe d'experts indépendant) et le Conseil mondial de suivi de la préparation aux pandémies (GPMB) ont publié plusieurs rapports scientifiques sur les mesures pratiques requises pour transformer le système mondial de PPR. Leurs recommandations visent à garantir que le monde ne connaîtra plus jamais une pandémie de l'ampleur de celle de la COVID-19 et que les inégalités flagrantes qu'elle a révélées seront corrigées. Ces rapports s'appuient également sur l'expérience acquise lors d'épidémies précédentes, telles que le SRAS et le virus Ebola, et sont complétés par des exercices d'apprentissage menés par les gouvernements nationaux, qui examinent plus en détail ce qui s'est passé dans les différents pays.

## Le coût de l'inaction

Comme l'a clairement révélé la COVID-19, outre les pertes humaines et les bouleversements sociaux, le coût économique de l'absence de préparation est colossal. Des groupes tels que le Groupe d'experts indépendant ont estimé qu'il était nécessaire de consacrer 10,5 milliards d'USD supplémentaires par an à la PPR aux pandémies. C'est une goutte d'eau dans l'océan comparé au choc économique d'une pandémie évitable, qui peut ravager les économies mondiales pendant des années, voire des décennies.

Les initiatives visant à réformer l'architecture financière internationale, par exemple la réforme fiscale mondiale, pourraient dégager des financements supplémentaires pour les biens publics mondiaux. Il est clair que l'Aide publique au développement est insuffisante pour répondre aux nombreux appels qui lui sont adressés. Chaque pays doit être prêt à consacrer le niveau approprié de ressources nécessaires à sa propre préparation ainsi qu'aux diverses initiatives multilatérales, compte tenu de l'ampleur de la menace et des conséquences si une nouvelle pandémie venait à se concrétiser. Pour les pays à faible revenu en particulier, un financement solidaire sera nécessaire pour soutenir des ressources supplémentaires pour ce bien public mondial.

La mise en place de nouveaux modes de financement et l'engagement de dépenses accrues en faveur de la PPR aux pandémies relèvent d'un choix politique. Ne pas agir est également un choix – un choix qui implique de jouer de façon inconsidérée avec notre avenir à tous.

## Les risques liés à la biotechnologie

La prochaine pandémie pourrait ne pas être d'origine naturelle.

De nombreuses fuites accidentelles dans les laboratoires ont eu lieu dans un passé récent, et ces incidents sont probablement largement sous-estimés. De nouveaux laboratoires nécessitant un niveau élevé de sécurité biologique prolifèrent, principalement dans des pays où les garanties sont faibles. Dans la dernière enquête de l'Indice de sécurité sanitaire mondiale, seul un quart environ des pays disposant de laboratoires ayant le niveau de biosécurité le plus élevé ont obtenu des notes élevées en matière de biosécurité et de sûreté biologique.

L'expertise en matière d'ingénierie des agents pathogènes mortels se développe. Les progrès rapides de la technologie, notamment l'intelligence artificielle (IA), facilitent l'accès aux organismes biologiques et à leur manipulation, ainsi que la création et l'ingénierie d'agents pathogènes et d'autres agents biologiques.

La surveillance mondiale des risques liés à la biosécurité et à la sûreté biologique est insuffisante, et ces risques sont trop souvent traités séparément des risques de pandémie naturelle.

## L'érosion de la confiance

Ces menaces se présentent à nous à un moment de changement géopolitique. Les conflits se multiplient, la coopération multilatérale est mise à rude épreuve et la confiance entre les pays est dangereusement faible. De nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (PFRI) sont aux prises avec une dette croissante et des investissements insuffisants, alors même qu'ils sont invités à se préparer à une pandémie et à d'autres chocs futurs qui effraient même les pays les plus riches. Les inégalités au sein des pays se creusent. La COVID-19 a exacerbé le déclin de la confiance entre les PFRI et les pays à revenu élevé. Cette tendance est renforcée par la perte de confiance dans les institutions internationales et la montée de la désinformation. Le principe de solidarité mondiale est largement ignoré par les gouvernements du monde entier.

Un avenir meilleur est non seulement possible, mais essentiel. Les membres de The Elders ne se font pas d'illusions quant aux défis à relever pour parvenir à cet avenir meilleur aussi rapidement que nécessaire. Cela exige des gouvernements qu'ils dépassent les priorités à court terme et les cycles électoraux, et qu'ils fassent preuve d'un leadership à long terme, en préparant leurs citoyens aux menaces existentielles qui pèsent sur nous aujourd'hui.

Pour faire face à ces menaces dans un contexte de conflit géopolitique et de polarisation, les leaders doivent faire preuve d'honnêteté, de transparence et de responsabilité. Tout cela exige par ailleurs un « doigté » politique qui réponde aux besoins de nombreux groupes d'intérêts nationaux différents et parfois concurrents, ainsi qu'aux complexités de la politique internationale. Mais cela peut et doit être fait.



Gro Harlem Brundtland prononçant un discours à l'occasion du 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'Organisation mondiale de la Santé, et soulignant l'importance de la prévention, de la préparation et de la riposte aux pandémies, ainsi que du renforcement de la sécurité sanitaire mondiale.  
Photo : OMS / Pierre Albouy

## Les enjeux et notre position

### Attention internationale et leadership mondial

Aucun pays ne dispose de la capacité à prévenir les futures pandémies et à s'y préparer seul. La sécurité collective n'est garantie que s'il existe une action concertée à l'échelle mondiale pour identifier les menaces de maladies à potentiel épidémique et pandémique avant qu'elles n'évoluent, et pour agir rapidement lorsqu'elles apparaissent. Par exemple, la Résolution 2177 du Conseil de sécurité des Nations Unies de septembre 2014, bien que très tardive par rapport à ce qu'il aurait fallu faire idéalement, a constitué la base de la riposte de la communauté internationale à l'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest et a permis d'enrayer la propagation de l'épidémie.

Mais pour l'essentiel, le monde continue à suivre la voie de la panique et de la négligence dès lors qu'il s'agit de pandémies. Lorsqu'une épidémie de maladie infectieuse se déclare, l'attention mondiale génère une riposte, souvent motivée par la peur et insuffisamment éclairée par les leçons du passé. En fonction de l'ampleur de l'épidémie, une brève tentative de tirer des enseignements peut suivre afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir. Mais le public et les médias se désintéressent rapidement de la question, jusqu'à ce que le cycle se répète. Après le plus fort de la COVID-19, le monde est passé au stade de la négligence à une vitesse alarmante.

Le rapport du Groupe d'experts indépendant présenté à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2021 contient des recommandations visant à mettre en place un nouveau système mondial en matière de PPR, notamment un leadership politique coordonné, une préparation nationale, un nouveau financement, des systèmes de surveillance adaptés, des règles claires régissant les mises en garde précoces et les alertes mondiales, un financement plus solide de l'OMS et un système garantissant l'accès par les populations aux contre-mesures en cas de pandémie partout dans le monde.

Mais la volonté politique de s'engager dans ce programme continue à s'éroder. Lors de la première Réunion de haut niveau sur la PPR aux pandémies lors de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en 2023, seuls quelques chefs d'État et de gouvernement ont prononcé des allocutions. Très peu d'engagements concrets ont été pris, l'importance d'une action concertée au niveau des Nations Unies a été négligée et l'accent a été mis de manière disproportionnée sur la négociation d'une proposition d'accord sur les pandémies à Genève comme principal moyen de relever des défis aussi complexes et interdépendants.

L'adoption d'amendements au Règlement sanitaire international (RSI) en juin 2024 constitue une évolution importante en matière de PPR et de gouvernance sanitaire mondiale. Ils comprennent une définition claire de « l'urgence pandémique », qui impose une collaboration internationale pour lutter contre les agents pathogènes susceptibles de provoquer une pandémie. Ils prévoient également la mise en place d'autorités nationales en charge du Règlement sanitaire international (RSI) dans les États membres de l'OMS afin de soutenir la mise en œuvre des dispositions du règlement. Une volonté politique aux niveaux national et mondial sera nécessaire pour respecter les engagements du RSI.

La prévention d'une catastrophe sanitaire, économique, politique, sociétale et sécuritaire mondiale à l'avenir nécessite une transformation du système multilatéral de riposte aux pandémies. Cela se produira uniquement si les chefs d'État et de gouvernement font preuve d'un leadership politique fort en matière de PPR aux pandémies, en adoptant une approche à long terme des menaces liées aux maladies. À l'heure actuelle, un tel leadership est inexistant.

L'ambivalence des leaders est aggravée (et peut-être causée) par la lassitude face à la pandémie de COVID-19 parmi leurs populations qui ne sont pas conscientes du risque d'une future pandémie – croyant peut-être que la génération actuelle a connu sa pandémie et qu'une autre ne se produira pas avant un autre siècle ou plus. Ainsi, à l'échelle mondiale, la PPR manque cruellement de ressources, de coordination et est inéquitable, les chefs d'État et de gouvernement étant réticents à s'engager et n'étant guère poussés par leurs citoyens à le faire. Cela signifie en outre que la pression exercée sur les agences internationales concernées pour qu'elles agissent est insuffisante. L'attention et la pression du public sont essentielles pour pousser les gouvernements à agir, et la société civile et la communauté scientifique doivent se concentrer sur ces questions. Mais nous avons également besoin de leaders qui dirigent leur public de manière responsable.

Le fait que la menace pandémique n'ait pas été prise en compte dans les résultats du Sommet de l'avenir des Nations Unies de 2024 est un constat préoccupant. La prochaine réunion des Nations Unies à New York consacrée aux pandémies n'aura lieu qu'en septembre 2026. L'incapacité à avoir porté la question au plus haut niveau politique augmente le risque que le monde soit à nouveau pris au dépourvu lorsqu'une future menace de pandémie émergera, et que les échecs majeurs de la riposte à la COVID-19 ne se répètent, peut-être avec un agent pathogène plus mortel ou plus contagieux. Elle limite également la possibilité de restaurer la confiance dans la sécurité sanitaire mondiale après les dommages causés par la riposte à la COVID-19.

Les leaders mondiaux doivent s'engager à nouveau à faire de la PPR aux pandémies une priorité absolue et à mettre en place une meilleure coordination entre les ministères au niveau national et les agences au niveau mondial. L'OMS doit être renforcée et mieux dotée en ressources, car elle est la principale entité mondiale en matière de santé, et c'est elle qui a supporté le poids des informations erronées et de la désinformation à propos de la COVID-19.

La direction générale des Nations Unies doit également s'engager sur l'urgence de ce défi, compte tenu de la nécessité d'un leadership mondial au plus haut niveau et du rôle que les Secrétaires généraux des Nations Unies peuvent jouer en cas d'épidémie majeure de maladie infectieuse. Par exemple, sous la direction de Ban Ki-moon, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé la toute première Mission sanitaire d'urgence des Nations Unies en riposte à la crise du virus Ebola. La Mission des Nations Unies pour la riposte d'urgence à l'épidémie du virus Ebola visait à déployer une riposte globale par le biais de la coordination, du partenariat et de l'utilisation créative des outils existants. De meilleurs systèmes de coordination au sein des Nations Unies pour faire face aux menaces de pandémie doivent être mis en place dès maintenant, et non pas au début d'une future épidémie.



Le président guinéen Alpha Conde (à gauche) écoutant l'allocation de Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, lors d'une réunion sur la crise du virus Ebola pendant les réunions annuelles du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale, octobre 2014.  
Photo : Chip Somodevilla / Getty Images

## Approche sociétale des pandémies

Le système multilatéral s'est jusqu'à présent avéré incapable de permettre la transformation nécessaire pour garantir l'existence de mécanismes de prévention, de préparation et de riposte adéquats pour faire face aux futures menaces de pandémie. Malgré l'ampleur des conséquences de la COVID-19 – qui vont d'un impact de plusieurs milliards de dollars sur l'économie mondiale à de multiples journées d'école manquées (plus de 600 millions d'élèves restent affectés par les fermetures totales ou partielles d'établissements scolaires deux ans après la pandémie) – les gouvernements et les institutions multilatérales sont revenus à la position par défaut consistant à considérer la PPR aux pandémies comme un simple problème de santé mondiale. Le cloisonnement de la PPR dans le domaine de la santé mondiale empêche l'adoption d'une approche sociétale et gouvernementale, dont nous savons par expérience qu'elle est le seul moyen efficace de se préparer aux pandémies et d'y faire face.

L'Assemblée mondiale de la santé joue un rôle essentiel dans le soutien à la transformation de la PPR mondiale par le biais du mandat qu'elle confie à l'OMS. L'adoption d'amendements au Règlement sanitaire international (RSI) en mai 2024 a constitué une étape importante : elle a renforcé la capacité de l'OMS à tirer la sonnette d'alarme sur les menaces de pandémie et à mobiliser une riposte. En outre, les réformes financières offrent des possibilités d'accroître l'indépendance et le leadership de l'OMS en augmentant de manière importante les contributions obligatoires des pays et en réduisant la dépendance de l'OMS à l'égard des fonds réservés des donateurs.

Mais à compter de janvier 2025, et alors que les menaces potentielles de pandémie augmentent, seuls 23 % du budget de base de l'OMS proviendront des contributions obligatoires. L'OMS s'efforce en permanence d'obtenir un financement plus pérenne, mais ces efforts sont de plus en plus difficiles dans le contexte de certains nouveaux gouvernements plus sceptiques à l'égard des institutions multilatérales que leurs prédécesseurs. L'engagement des chefs d'État et de gouvernement reste limité, y compris en ce qui concerne les priorités les plus urgentes, à l'instar de la finalisation d'un nouvel accord sur les pandémies. En écho aux tentatives délibérées de sabotage du Pacte mondial sur les migrations de l'ONU en 2018, le programme de l'OMS est affaibli par des postures politiques nationales et une vague de désinformation axée sur l'abandon supposé de la souveraineté dans les nouvelles initiatives mondiales visant à lutter contre la menace pandémique.

Les causes et les impacts multisectoriels des pandémies, ainsi que la menace existentielle qu'elles représentent pour nous tous, devraient signifier que la PPR aux pandémies occupe une place plus importante dans le système multilatéral et qu'elle est prise en compte dans tous les plans de crise et d'urgence. Mais elle est le plus souvent absente des débats en dehors de l'OMS, contrairement à la façon dont la crise climatique et de la nature est de plus en plus considérée comme une menace existentielle commune.

Il est généralement admis que le changement climatique peut exacerber la propagation des maladies pathogènes, et les données disponibles sur les liens entre le climat et le risque de pandémie ne cessent d'augmenter. Une étude a révélé que 58 % des maladies infectieuses ont été aggravées par les dangers climatiques. Selon l'OMS, les changements climatiques ont une incidence directe sur la prévalence de maladies telles que le paludisme et la dengue, qui tuent d'ores et déjà 700 000 personnes par an, ainsi que sur les maladies transmises par l'eau et les aliments, dont 600 millions de personnes souffrent déjà chaque année. Sans mesures proactives, l'incidence de ces maladies augmentera sans aucun doute. Le changement climatique est responsable de l'émergence d'agents pathogènes dans des pays où ces maladies n'étaient pas endémiques.

À l'horizon 2070, en Afrique, le nombre de pays qui devraient développer les conditions écologiques propices à la propagation du virus de Lassa – qui tue environ 15 % des personnes hospitalisées dans le cadre de cette maladie – augmentera considérablement, exposant potentiellement 700 millions de personnes au virus (contre 92 millions aujourd'hui). Les saisons sèches plus chaudes et les saisons des pluies plus humides provoquent des incendies, puis des inondations, qui poussent les rongeurs à se réfugier dans les villages et les habitats humains.

Bien que les réunions annuelles de la Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) consacrent désormais du temps au lien entre le climat et la santé, l'architecture multilatérale n'est pas structurée de manière appropriée pour accorder une attention et des ressources suffisantes à ce défi. L'accent doit être mis sur des solutions globales qui garantissent la résilience face aux urgences climatiques et sanitaires.

Les leaders doivent adopter une approche à long terme face à ces menaces aux multiples facettes, en reconnaissant leur gravité et l'étendue de leurs impacts, et en allant au-delà des cycles politiques à court terme et l'élaboration de politiques en vase clos pour y faire face. Les Nations Unies ont une fonction de coordination claire afin de veiller à ce que leurs agences travaillent mieux ensemble pour se préparer et riposter aux futures menaces de pandémies, qui constituent l'une des nombreuses menaces existentielles auxquelles le monde est confronté.



Vaccins contre la COVID-19 fournis par la Direction de la santé dans le district de Ramallah, Territoire palestinien occupé, mars 2021. Photo : OMS / NOOR / Tanya Habjouqa

## Équité, droits humains et solidarité mondiale

Depuis l'épidémie de COVID-19, des progrès ont été accomplis dans la convocation des États membres des Nations Unies pour répondre aux questions d'équité. La déclaration politique, particulièrement ambitieuse, issue de la toute première Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la PPR aux pandémies en septembre 2023, fait notamment référence à l'équité et aux droits humains. Les États membres de l'OMS ont négocié les dispositions d'un Accord sur les pandémies en mettant l'accent sur la lutte contre les inégalités qui ont caractérisé la pandémie de COVID-19. Le RSI modifié comprend des engagements en faveur de la solidarité et de l'équité dans tous les efforts visant à renforcer l'accès des pays en développement aux produits de santé, notamment un mécanisme de financement pour contribuer à atteindre cet objectif.

Mais les actions sont plus éloquentes que les mots. En dépit de ces déclarations, peu de mesures convaincantes ont été prises depuis la COVID-19 pour améliorer l'accès équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements. Les mandats contraignants qui exigeraient des changements dans les règles du jeu et traiteraient les contre-mesures médicales comme des biens publics mondiaux demeurent hors d'atteinte. Les pays ont résisté à la mise en place de mécanismes de conformité et de mise en application qui obligerait les leaders à rendre compte de leurs engagements en matière de PPR (y compris dans les amendements au RSI). Cela soulève la question de savoir si les négociations et les déclarations multilatérales depuis la COVID-19 n'ont pas été purement performatives. Peu de tentatives ont été faites pour définir ce que l'équité signifie en pratique dans le contexte de la PPR aux pandémies, ce qui a fragilisé les efforts déployés pour faire avancer la question au niveau mondial.



Helen Clark et Juan Manuel Santos aux côtés des intervenants lors d'une discussion sur la lutte contre les pandémies et la crise climatique en première ligne, 2024. Photo : Natural Expression



Ellen Johnson Sirleaf, Graça Machel et Mary Robinson visitent un centre de santé au Rwanda pour écouter le personnel de santé local et les femmes atteintes par le VIH parler de leur expérience de la pandémie de COVID-19, juillet 2023. Photo : ONUSIDA Rwanda

Nous sommes déçus par le rythme, la portée et l'ambition des négociations mondiales visant à élaborer un cadre de PPR solide, axé sur les droits et pour lequel l'équité est centrale. Mais au fur et à mesure des négociations sur l'Accord, nous avons été rassurés par la clarté avec laquelle la société civile, les autorités régionales de santé publique telles que les CDC Afrique (les Centres de contrôle et de prévention des maladies), les négociateurs gouvernementaux passionnés (par exemple le « Groupe en faveur de l'équité »), les groupes de réflexion et les panels et organes tels que le Groupe d'experts indépendant et le GPMB ont défini les mesures nécessaires pour parvenir à l'équité.

Ces objectifs doivent être poursuivis à l'aide de tous les canaux. Qu'il s'agisse d'un Accord sur les pandémies contraignant établi en vertu de l'Article 19 de la constitution de l'OMS, d'une déclaration politique axée sur l'action et la mise en œuvre issue de la prochaine réunion de haut niveau de l'AGNU sur la PPR en 2026, ou d'un autre accord mondial, une approche équitable en matière de PPR doit permettre de prévenir la matérialisation des menaces de pandémie et de fournir des contre-mesures en cas de pandémie en tant que biens publics mondiaux. Une volonté politique au plus haut niveau sera nécessaire pour faire face aux intérêts de l'industrie qui font si souvent obstacle à cette vision largement partagée.

Depuis le plus fort de la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas vu d'exemples significatifs de transfert volontaire de technologies et de connaissances pour permettre la fabrication locale et régionale de contre-mesures face à la COVID-19. Nous avons besoin d'un régime applicable qui permette de soutenir la recherche et le développement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et le transfert de technologies de contre-mesures (en particulier lorsque des fonds publics y ont contribué) pour encourager le partage et d'autres formes de collaboration permettant une production locale.

De même, les dérogations temporaires aux protections de la propriété intellectuelle pour les produits thérapeutiques et les vaccins vitaux doivent être normalisées pendant les situations

d'urgence relatives à la santé publique afin de permettre l'intensification de la recherche, du développement et de la fabrication au niveau régional.

Enfin, la solidarité et l'équité doivent guider la conception des efforts de surveillance mondiale tels que le système proposé d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages. Le partage rapide et ouvert des données sur les agents pathogènes et le séquençage doit se traduire par un accès équitable aux contre-mesures développées à partir de ce matériel. Des garde-fous doivent être mis en place pour empêcher les acteurs du secteur de profiter du mécanisme.

La COVID-19 a mis en évidence le conflit entre les experts en médecine et en santé publique d'une part, et les décideurs politiques d'autre part, lorsque les conseils des experts n'étaient pas alignés sur les objectifs politiques et les intérêts de l'industrie. La solidarité est essentielle pour se préparer à riposter aux menaces de pandémies. Nous devons être responsables les uns envers les autres et envers les générations à venir, tout en reconnaissant l'impératif pratique : en cas d'épidémie, personne n'est à l'abri si tout le monde ne l'est pas.

Un programme de PPR équitable doit inclure au cœur des ripostes nationales et régionales les perspectives et les besoins des personnes en première ligne face aux pandémies (telles que les membres du personnel de santé) et des groupes vulnérables (par exemple, les personnes en situation de handicap, les migrants, les personnes LGBTI, les minorités ethniques, les peuples autochtones, les prisonniers, les travailleurs/travailleuses du sexe et tous ceux qui sont marginalisés par la pauvreté, la discrimination et/ou l'inégalité en matière de santé). Le leadership que certains de ces groupes ont assumé pendant la pandémie de VIH/SIDA, ainsi que les structures de soutien mutuel et les principes d'inclusion qui ont été développés, ont été essentiels à l'organisation de la communauté pour des réponses bienveillantes et exemptes de stigmatisation face à la COVID-19 et, maintenant, face à la variole simienne. Les jeunes reprennent aujourd'hui le flambeau de l'activisme contre le SIDA qui a transformé le système de santé mondial pour le rendre plus performant. The Elders continueront à réclamer une meilleure représentation des groupes marginalisés dans le processus décisionnel mondial en matière de santé.

## Financement pérenne

L'un des objectifs de The Elders est d'influencer la conception et le déploiement des instruments internationaux de financement de la lutte contre les pandémies, en veillant à ce qu'ils soient fondés sur l'équité et le partage des responsabilités. Si le financement national demeure essentiel, les outils internationaux nécessaires pour prévenir et contenir les pandémies sont des biens publics mondiaux. Leurs avantages s'étendent à tous les pays. Tous les pays doivent apporter une contribution financière proportionnelle à leur capacité de paiement, et tous doivent avoir leur mot à dire dans l'allocation des ressources.

Alors que The Elders lançaient leur programme de lutte contre la pandémie en 2023, nous étions déterminés à ce que le monde ne gaspille pas une leçon importante de la COVID-19 : les anciennes méthodes de financement des crises sanitaires mondiales, basées sur les dons et les flux de charité des pays à revenu plus élevé vers les pays à faible revenu, ne sont plus pérennes, équitables ou adaptées à leur objectif. Nous avons demandé le financement intégral du Fonds de lutte contre les pandémies de la Banque mondiale, tout en transformant sa gouvernance pour l'aligner sur les principes de l'Investissement public mondial. Ces principes comprennent une participation significative et équitable de chaque nation au financement mondial : toutes décident, toutes contribuent et l'allocation se fait en fonction des besoins.

Malheureusement, le paysage du financement de la PPR est pire qu'il ne l'était au début de la COVID-19. Les pertes dues à la pandémie n'ont toujours pas été rééquilibrées, et d'autres priorités mondiales repoussent les limites de l'attention et de l'engagement politiques. L'Institute for Health Metrics and Evaluation estime que l'aide au développement pour la santé a atteint son plus haut niveau historique en 2021, avec 81 milliards d'USD, mais qu'elle a chuté de 23 % en 2023. Aujourd'hui, alors que nous continuons à subir les retombées de l'impact économique mondial de la pandémie, qui se chiffre en billions, les leaders mondiaux ne parviennent toujours pas à rassembler la volonté politique et à mobiliser en vue de collecter les 10,5 milliards d'USD supplémentaires nécessaires chaque année pour la prévention et la préparation. La

gouvernance des financements disponibles est fragmentée et il n'existe pas de mécanisme de coordination permettant d'établir des priorités et de garantir la complémentarité, ce qui est tout particulièrement vital en cas de crise.

Un financement transformé et entièrement financé de la PPR était nécessaire avant la COVID-19 et l'est encore aujourd'hui. Le Fonds de lutte contre la pandémie, ou un autre mécanisme approprié, doit mobiliser des ressources et les acheminer vers les pays dont les ressources nationales sont insuffisantes pour la prévention et la préparation aux pandémies. Le financement de la PPR au niveau national doit dépendre des investissements nationaux des gouvernements. Un mécanisme de financement de pointe préétabli (ou des mécanismes coordonnés) doit être mis en place, avec l'engagement préalable de déployer des fonds pour une riposte efficace à une future menace de pandémie. Tout nouveau mécanisme ou cadre doit surmonter la fragmentation actuelle et être fermement ancré dans les principes du RSI sur l'accès équitable – et sur ceux d'un futur Accord sur les pandémies, s'il venait à être finalisé.

Pour que ces efforts soient couronnés de succès, il est urgent de remédier à la fragmentation qui continue à caractériser le financement de la PPR. Les agences mondiales de santé essentielles pour la PPR (telles que GAVI, la CEPI, UNITAID et le Fonds mondial) et les agences spécialisées des Nations Unies (l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP et ONUSIDA) doivent travailler en collaboration, l'OMS assurant le leadership et les orientations normatives des aspects sanitaires de la préparation et de la riposte.

Les scénarios de financement doivent être négociés à l'avance – lorsqu'une pandémie frappe, il est trop tard pour essayer de mettre au point des mécanismes de financement et d'allocation efficaces. Tout nouveau mécanisme de financement proposé dans le cadre du RSI ou d'un futur Accord sur les pandémies doit remplir une fonction supplémentaire ou de coordination, en particulier en ce qui concerne le financement de pointe, et ne pas contribuer à une fragmentation accrue. Enfin, les donateurs bilatéraux et les philanthropes doivent veiller à ce que leurs fonds encouragent et catalysent la coordination et la clarté des rôles dans la mise en œuvre d'un programme de PPR négocié.

Le financement des donateurs ne suffira pas. Il ne peut pas non plus être suffisamment exploité par les gouvernements des pays à revenu faible pour accroître la marge de manœuvre budgétaire dont ils ont besoin pour mettre en place des systèmes de PPR pérennes, intégrés aux efforts de préparation aux chocs climatiques et aux conflits. Des réformes systémiques beaucoup plus profondes des institutions financières internationales (IFI) et des systèmes économiques mondiaux seront nécessaires. Une réflexion innovante est nécessaire pour trouver d'autres moyens de générer des flux de ressources pour les biens publics mondiaux tels que la santé et le climat. L'approche quant à l'Investissement public mondial – selon laquelle tous les pays contribuent, décident et, en fin de compte, profitent – est une approche qui doit être examinée sérieusement et de toute urgence dans ce contexte.

De nombreux pays à faible revenu croulaient déjà sous le poids de la dette souveraine avant la COVID-19, et beaucoup ont emprunté davantage à des taux d'intérêt plus élevés pour faire face au choc provoqué par la pandémie. The Elders soutiennent l'Initiative de Bridgetown, qui a permis d'attirer l'attention politique nécessaire sur les possibilités et les contraintes qui empêchent les IFI d'accroître leurs prêts et de traiter le surendettement avec une bienveillance accrue.

Ellen Johnson Sirleaf prononçant un discours lors d'une réception de la Banque mondiale, et appelant à la solidarité mondiale pour le financement de la prévention, de la préparation et de la riposte aux pandémies, avril 2023.  
Photo : Banque mondiale



## Désinformation et politisation

La COVID-19 a déchiré le tissu social dans le monde entier, érodant la confiance dans les institutions, la science et les gouvernements. Les notions d'action collective et de biens communs mondiaux pour la santé et le bien-être de tous ont été dénigrées.

De nombreuses formes de systèmes politiques et économiques se sont révélées vulnérables aux informations erronées (informations incorrectes ou trompeuses qui n'ont pas nécessairement d'intention malveillante) et à la désinformation (fausses informations diffusées de façon délibérée pour tromper la population), ou sont susceptibles de les alimenter, au sujet des efforts de prévention et d'endiguement des pandémies qui exigent des sacrifices individuels. Une étude réalisée en 2021 a révélé que plus un pays est individualiste, plus la transmission de la COVID-19 et le nombre de décès sont élevés, et moins la population est susceptible d'adhérer aux mesures de prévention.

Les outils de lutte contre la pandémie déployés pendant la COVID-19, tels que le port du masque, la vaccination et la distanciation sociale, sont devenus des « poudrières » politisées opposant les libertés individuelles à la responsabilité collective. Aux États-Unis, par exemple, la confiance dans l'agence nationale de santé publique (les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies) a chuté de près de 30 points – de 79 à 52 % – entre mars 2020 et mai 2022.

Les leaders autoritaires peuvent exploiter la culture de l'individualisme pour diviser davantage la population dans le but de consolider leur pouvoir. L'impératif pour les dirigeants autoritaires de faire état de leur puissance et par conséquent de se comporter avec complaisance pendant la COVID-19 a alimenté au mieux un manque de transparence, et au pire des informations erronées sur l'ampleur et la portée des taux d'infection au niveau national et sur la meilleure façon de les endiguer.

Le soutien politique devient de plus en plus important dans les environnements polarisés où la désinformation est utilisée pour discréditer les connaissances scientifiques et les meilleures

pratiques. Ce défi a été exacerbé et instrumentalisé pendant la pandémie de COVID-19, et le mouvement anti-vaccination a fait l'objet d'une attention particulière en raison des algorithmes non contrôlés sur les réseaux sociaux, de la couverture cynique et sensationnaliste par les médias grand public et de l'opportunisme politique. Les opposants aux vaccins se sont emparés des peurs de la population, les ont exacerbées et les ont exploitées.

La désinformation se poursuit, les débats sur la souveraineté ayant un impact négatif sur le progrès des réformes dans le cadre de la PPR aux pandémies à l'échelle mondiale. Parmi les exemples, nous pouvons citer l'incapacité des Nations Unies à convenir d'une plateforme d'urgence pour une riposte mondiale aux chocs lors du Sommet du futur, et l'hésitation des pays riches à signer des mesures concrètes sur l'équité lors des négociations de l'Accord sur les pandémies (dans un contexte où les négociateurs sont montrés du doigt et font l'objet d'attaques sur les plateformes de réseaux sociaux).

Les informations erronées et la désinformation ont eu un impact préjudiciable réel sur la santé au-delà de la COVID-19. L'hésitation vaccinale est un facteur important de la chute des taux de vaccination des enfants dans le monde, qui ont eu du mal à se rétablir après la pandémie de COVID-19.

Les leaders ne doivent pas se laisser distraire par les tactiques de destruction déployées par une minorité (et encore moins les adopter à leurs propres fins). Ils doivent être guidés par des preuves scientifiques. Mais il est clair que, parallèlement, une stratégie de lutte contre les informations erronées et la désinformation doit être mise en place, afin de limiter leur influence au niveau mondial.

Personnes dans une file  
d'attente pour le test COVID-19.  
Photo : Shutterstock.com





Des chercheurs incubent des cellules dans un laboratoire du Bureau de diagnostic et de contrôle des maladies infectieuses, qui fait partie de l'Agence coréenne de contrôle et de prévention des maladies, Corée du Sud, 2022. Photo : Woohae Cho / Bloomberg via Getty Images.

## Menaces et opportunités des nouvelles technologies

Nous sommes au centre d'une évolution rapide de la technologie de l'IA, ainsi que de l'expansion mondiale des laboratoires manipulant des agents pathogènes et des matières à haut risque. Ensemble, ces développements ont un effet transformationnel sur le paysage des risques liés aux maladies infectieuses. Ces technologies et ces installations accéléreront considérablement les progrès scientifiques, en permettant aux scientifiques du monde entier de mener plus facilement des recherches sur les agents pathogènes susceptibles de provoquer une pandémie, afin de contribuer à la prévention des risques futurs et de s'y préparer. Mais ces outils et ces installations augmentent également le risque d'accidents ou d'utilisation abusive délibérée par des bioterroristes ou d'autres acteurs malhonnêtes. Il est essentiel de mettre en place et de renforcer des mécanismes afin de veiller à ce que les normes les plus élevées et les plus récentes en matière de biosécurité et de sûreté biologique soient appliquées et maintenues dans le monde entier.

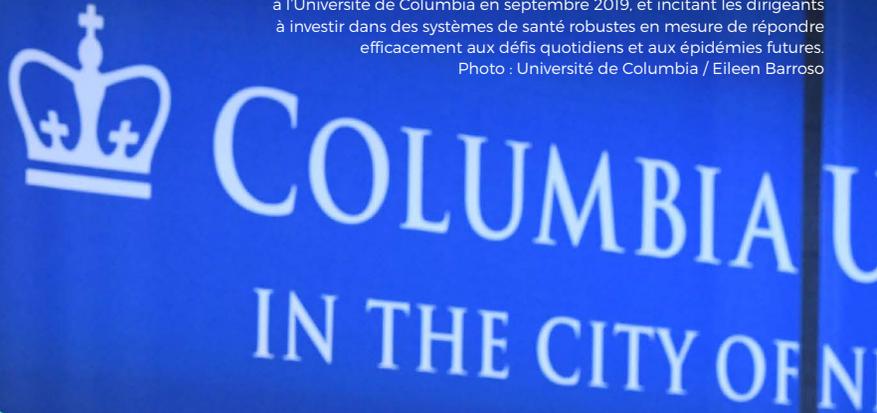
La recherche sur les agents pathogènes, bien que cruciale pour la PPR aux pandémies, présente également, de par sa nature, un certain nombre de risques, en particulier compte tenu des progrès de l'IA. Il s'agit notamment des infections acquises en laboratoire (IAL). Une étude universitaire a identifié 309 IAL dans le monde entre les années 2000 et 2021. Nous savons par ailleurs que les IAL font l'objet d'un important manque de signalements et d'une mauvaise tenue des registres. La modification de la reproduction, de la réplication ou de la gamme d'hôtes des micro-organismes peut augmenter ou diminuer la virulence. La façon dont de nombreuses installations manipulent les agents pathogènes de manière à les rendre plus dangereux que ce que l'on trouve dans la nature reste à définir. La publication des séquences de nouveaux agents pathogènes facilite leur accès, et donc leur utilisation comme arme. Une exposition accidentelle peut survenir lorsque des agents pathogènes dangereux sont confondus avec des échantillons moins dangereux ou inactifs, ou lorsque les précautions en matière de sécurité ne sont pas respectées.

La réglementation de la sécurité des laboratoires dans le monde est fragmentée et repose souvent fortement sur l'autosurveillance des institutions scientifiques. Il n'existe pas de suivi complet des laboratoires qui détiennent des collections de virus, de bactéries et de toxines les plus dangereux.

L'IA a le potentiel de révolutionner la PPR aux pandémies. Elle s'est avérée efficace pour atténuer les impacts de la COVID-19. Elle peut contribuer à détecter les épidémies et à prévoir leur dynamique, tout en modélisant de multiples scénarios et en projetant l'utilisation des ressources pour aider les décideurs politiques à faire de meilleurs choix. Les campagnes marketing et d'information basées sur l'IA peuvent surveiller et encourager l'adhésion du public aux recommandations sanitaires, et évaluer la perception du public en ce qui concerne les pandémies. L'IA a été utilisée pour améliorer le diagnostic et le traitement des patients, et s'est avérée essentielle pour accélérer la découverte, la conception, la production et la distribution de nouveaux vaccins. Cependant, pendant des décennies, les outils nationaux et internationaux visant à réduire les risques biologiques ont pris un retard considérable par rapport au développement technologique. Les progrès de la biologie basée sur l'IA sont les derniers en date à dépasser les cadres existants de réduction des risques.

The Elders ont appelé les leaders mondiaux à travailler ensemble à la conception d'une gouvernance internationale solide en matière d'IA, afin de permettre à l'humanité dans son ensemble de tirer profit des opportunités tout en limitant les risques. L'incapacité à se concentrer sur la gouvernance de l'IA pour la PPR aux pandémies pourrait être potentiellement catastrophique.

Gro Harlem Brundtland prenant la parole lors du Forum des leaders mondiaux à l'Université de Columbia en septembre 2019, et incitant les dirigeants à investir dans des systèmes de santé robustes en mesure de répondre efficacement aux défis quotidiens et aux épidémies futures.  
Photo : Université de Columbia / Eileen Barroso



## Nos propositions d'action

### Attention internationale et leadership mondial

**La promotion de la PPR aux pandémies par un ou plusieurs leaders mondiaux.** Le manque d'intérêt des leaders envers la promotion de la PPR aux pandémies constitue le principal obstacle politique au progrès. Un ou plusieurs leaders mondiaux (de préférence issus du G20) doivent relever ce défi et faire avancer la question dans les différents forums multilatéraux.

**Mettre en place un organe de leadership mondial sur la PPR aux pandémies.** Un organe de leadership permanent est le seul moyen de garantir une attention politique et des ressources suffisantes pour assurer la dynamique, le financement et la responsabilité. Conformément à la proposition du Groupe d'experts indépendant dans son rapport de 2024, un groupe de leaders actuels, anciens et futurs pourrait être rapidement constitué pour s'engager auprès d'un large éventail de politiques, de secteurs et de la société afin de faire comprendre pourquoi les réformes en matière de pandémies sont si cruciales. Le groupe pourrait contribuer à plaider en faveur d'un système international réformé et entièrement financé, à faire entendre la voix de la raison dans des discussions houleuses et à contrer les informations erronées et la désinformation qui cherchent à bloquer les progrès pour le bien commun.

**Accroître l'engagement des dirigeants des Nations Unies dans la lutte contre les pandémies.** La menace des pandémies est trop existentielle et multisectorielle pour que la coordination de la PPR aux pandémies à l'échelle mondiale soit laissée exclusivement à l'OMS. D'autres hauts dirigeants des Nations Unies doivent jouer un rôle de premier plan dans la coordination de l'engagement de plusieurs agences dans l'effort mondial en matière de PPR aux pandémies. Le Secrétaire général des Nations Unies doit convoquer les leaders mondiaux lorsqu'une épidémie présente le risque de devenir une urgence mondiale. Il est donc important de poursuivre la discussion sur la plateforme d'urgence proposée et de préparer de manière exhaustive la prochaine réunion de haut niveau de l'AGNU sur les pandémies qui se tiendra en 2026. La nomination d'un(e) Envoyé(e) spécial(e) pour les pandémies permettrait de mettre en avant cette question, d'informer les travaux de l'organe de leadership mondial et de tenir le Secrétaire général au courant des développements prioritaires.

**Renforcer le soutien politique à l'OMS.** Les leaders mondiaux doivent accroître leur soutien à l'OMS pour lui permettre de s'acquitter de son mandat de centre d'excellence en matière de santé mondiale, en mettant en œuvre le Règlement sanitaire international modifié, en augmentant les contributions obligatoires et en soutenant publiquement son mandat afin de contribuer à lutter contre la diffusion d'informations erronées et la désinformation à propos des travaux de l'OMS.

**Élaborer des mécanismes de surveillance et de responsabilisation en cas de pandémie.** Les leaders mondiaux sont responsables envers leurs citoyens de veiller à ce que leur pays soit correctement préparé aux crises mondiales actuelles et futures. Des mécanismes rigoureux de suivi et de responsabilisation doivent par conséquent être intégrés dans les engagements existants et nouveaux en matière de PPR, par exemple dans l'Accord sur les pandémies et le Fonds de lutte contre les pandémies. C'est pourquoi tout Accord sur les pandémies doit être adopté en vertu de l'Article 19 de la constitution de l'OMS, afin d'assurer un maximum de visibilité. Si un Accord sur les pandémies venait à être adopté, une Conférence des Parties doit être mandatée et elle devra créer un mécanisme visant à contrôler le respect des engagements, conformément à ce que le Groupe d'experts indépendant a envisagé. Pour réussir, la COP doit bénéficier d'un soutien politique, de mécanismes procéduraux solides, d'un secrétariat robuste et indépendant et d'un financement.

## Approche sociétale des pandémies

**Intégrer les pandémies dans d'autres politiques.** Les dirigeants ne doivent pas considérer la PPR aux pandémies uniquement comme un domaine distinct de la politique de santé, et leurs gouvernements doivent identifier les possibilités de mettre en œuvre des politiques et des actions qui contribuent à relever les défis qui se recoupent et auxquels leurs pays sont confrontés. Le renforcement de la résilience des systèmes de santé, l'amélioration de la qualité des systèmes de surveillance et l'adoption de mesures visant à réduire le réchauffement climatique peuvent contribuer à la réalisation de tous les Objectifs de développement durable. La reconnaissance de ces impacts plus larges peut également contribuer à créer des coalitions politiques plus vastes en faveur d'une action plus urgente en matière de PPR.

**Élaborer un plan d'action mondial multisectoriel de lutte contre les pandémies.** The Elders continuent à soutenir fermement les appels en faveur d'une approche multisectorielle de la gestion de la PPR aux pandémies. Certains des organismes de défense les plus importants ont vraisemblablement accordé une attention loin d'être prioritaire à cet aspect, qui nécessite une forte impulsion de la part des leaders mondiaux. L'organe de leadership mondial proposé, composé de hauts responsables actuels, anciens et futurs, pourrait donner la priorité à l'élaboration d'un plan d'action multisectoriel pour les pandémies, en identifiant les agences et les secteurs essentiels et en expliquant les principaux moteurs et impacts des pandémies en dehors du domaine de la santé.

**Identifier des solutions qui s'attaquent à la fois aux risques de pandémie et aux risques climatiques.** Les liens inextricables entre le changement climatique / la dégradation de l'environnement et l'émergence et l'apparition croissante de maladies infectieuses potentiellement mortelles sont de mieux en mieux compris. Lorsque l'action en faveur du climat et de la nature peut également réduire le risque de pandémie, il convient d'identifier et de définir cet avantage mutuel afin d'accorder la priorité aux actions en faveur du climat et de la nature qui réduisent aussi le risque de pandémie et qui contribuent donc de manière significative à la résolution des problèmes mondiaux.

**Désigner les autorités nationales chargées de la lutte contre les pandémies.** Ainsi que stipulé dans les amendements au RSI de 2024, les autorités nationales en charge du RSI doivent être rapidement désignées afin d'intégrer la planification des pandémies dans les pays, tout en veillant à la cohérence et à la coordination entre les ministères et les agences. Ces autorités doivent inclure la société civile dans toutes les fonctions de planification et de contrôle, et être responsables devant les plus hauts niveaux de gouvernement.



Personnes dans une file d'attente pour pouvoir entrer dans un supermarché pendant la pandémie de COVID-19.  
Photo : SweetHour/Shutterstock.com

## Équité, droits humains et solidarité mondiale

**Rendre opérationnelle l'équité dans l'Accord sur les pandémies.** L'Accord sur les pandémies et d'autres politiques et accords mondiaux doivent promouvoir des initiatives concrètes en faveur de la solidarité mondiale en réponse aux défis mondiaux. Ils doivent proposer des solutions systémiques pour un accès équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements, notamment en s'attaquant aux obstacles à la recherche et au développement au niveau régional et à la fabrication de contre-mesures en cas de pandémie, tout en garantissant une capacité de pointe suffisante en cas d'épidémie.

**Soutenir l'autonomie régionale et nationale pour le développement de contre-mesures médicales.** The Elders soutiennent l'appel du Groupe d'experts indépendant en faveur d'incitations publiques visant à stimuler la recherche, l'élaboration, la fabrication et la distribution de contre-mesures médicales pour le bien commun au niveau régional, sur le modèle de l'Alliance pour la production et l'innovation régionales, qui a été approuvée par les ministres de la Santé du G20 dans le cadre de la présidence brésilienne de 2024.

**Mettre en place des plateformes mondiales équitables et unifiées chargées de la surveillance des pandémies.** Un programme de PPR véritablement ancré dans la solidarité mondiale doit aller au-delà d'un cadre transactionnel qui lie le partage des agents pathogènes à l'accès aux contre-mesures pandémiques vitales. Les contre-mesures pandémiques sont des biens publics mondiaux qui doivent être mis à la disposition de tous, que du matériel biologique ait été partagé ou non avec une plateforme de surveillance. The Elders appellent à la mise en place de plateformes de surveillance fondées sur la confiance et la solidarité mondiale, afin de favoriser un système permettant le partage ouvert des agents pathogènes susceptibles de provoquer une pandémie et le développement de contre-mesures dans l'intérêt de tous.

**Poursuivre un dialogue constructif sur l'impact de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sur la disponibilité des contre-mesures en cas de pandémie.** L'expérience de la COVID-19 et, plus récemment, de la variole simienne, suggère que la suppression temporaire des barrières commerciales qui empêchent les pays en développement de produire leurs propres vaccins et d'autres contre-mesures en cas de pandémie serait très bénéfique. Le contrôle monopolistique des vaccins par les entreprises pharmaceutiques doit être suspendu en cas d'urgence sanitaire. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui établit des normes minimales pour la réglementation des différents types de propriété intellectuelle, n'a pas été en mesure de faciliter le développement rapide des vaccins contre la COVID-19 à grande

Ellen Johnson Sirleaf avec le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, et James Chau, ambassadeur de bonne volonté de l'OMS pour les Objectifs de développement durable et la santé, lors de la 72ème Assemblée mondiale de la Santé à Genève, 2019.  
Photo : OMS / Antoine Tardy



Visite de Graça Machel dans un centre de santé au Rwanda pour écouter le personnel de santé local et les femmes atteinte par le VIH parler de leur expérience de la pandémie de COVID-19, juillet 2023.  
Photo : ONUSIDA Rwanda



échelle. L'exemption partielle de brevet finalement accordée en juillet 2022 était insuffisante et trop tardive. Les États membres de l'OMC doivent s'engager de manière significative dans un réexamen de l'Accord ADPIC afin de déterminer la façon dont il a eu et continue à avoir un impact sur l'accès en période de crise mondiale, en vue de garantir la flexibilité à l'avenir.

**Faciliter l'élaboration de politiques inclusives pour favoriser l'équité.** L'inclusion des femmes, des jeunes et des communautés les plus vulnérables aux menaces pandémiques est essentielle pour garantir une prise de décision équitable et efficace, ainsi que pour obliger les leaders à rendre des comptes. Les personnes vivant avec la maladie et touchées par celle-ci, ainsi que les organisations qui les représentent, doivent être associées à l'élaboration des politiques et à la mise en œuvre de la PPR aux pandémies aux niveaux national, régional et mondial.

**Intégrer le rôle vital du personnel de santé communautaire dans l'architecture de la lutte contre la pandémie.** Dans de nombreuses régions du monde, le personnel de santé communautaire est au cœur de la prestation des services de santé locaux. Il joue un rôle fondamental dans la résilience, ainsi que dans la détection et la riposte aux maladies. Les gouvernements doivent investir dans les programmes qui concernent le personnel de santé, et les formaliser en mettant l'accent sur la rémunération, la pérennité, les compétences et les ressources. Les interventions dans le cadre de la PPR aux pandémies, effectuées grâce au travail gratuit des femmes, déstabilisent les tentatives d'amélioration de l'équité entre les genres.

**Investir dans l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble du cycle des urgences sanitaires.** L'impact des politiques sur les femmes doit être analysé à chaque étape de la prévention, de la préparation, de la détection, de la riposte et de la récupération. Les considérations en matière de genre sont trop souvent négligées ou symboliques dans les discussions mondiales sur la PPR aux pandémies. Mais les épidémies successives nous ont appris que les femmes sont particulièrement bien placées, tant en ce qui concerne leur rôle dans la riposte que la manière dont elles sont touchées. Les conseils en matière de genre et les évaluations de l'impact sur l'égalité aux niveaux national et multilatéral contribueraient à améliorer l'intégration de la dimension de genre.

## Financement pérenne

**Augmenter et coordonner le financement de l'aide publique au développement pour les pandémies.** Le Fonds de lutte contre les pandémies doit être entièrement financé au niveau estimé nécessaire, à savoir 10,5 milliards d'USD par an. À ce jour, le financement des donateurs est loin d'atteindre ce montant. Le Fonds doit faire évoluer sa gouvernance vers un modèle d'investissement public mondial dans lequel tous les pays contribuent, tous décident des priorités de financement et dans lequel les fonds sont alloués en fonction des besoins.

**Coordonner l'architecture de financement des pandémies.** Maximiser un mécanisme dans le cadre du RSI modifié afin de coordonner les flux de financement des banques multilatérales de développement, des agences des Nations Unies et des agences mondiales de santé. Cela doit permettre à tous les pays d'avoir accès au financement d'urgence. Ce mécanisme doit également déterminer d'urgence le plan et le processus de déploiement des fonds de pointe pré-engagés pour l'achat et la distribution de contre-mesures médicales et d'autres services sociaux et de santé dont le besoin est critique.

**Réformer les IFI afin d'accroître le financement de la lutte contre les pandémies.** La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les autres IFI doivent intégrer la PPR aux pandémies dans leurs objectifs stratégiques, augmenter considérablement leurs prêts dans ce domaine, contribuer à réduire les coûts du capital, réduire les risques liés aux opportunités d'investissement pour l'investissement privé et devenir plus transparents et responsables. Nous nous réjouissons que le FMI, l'OMS et la Banque mondiale aient établi des principes de coordination pour soutenir les niveaux de PPR dans les pays membres. L'assistance technique et les efforts de réforme de la politique en matière de PPR doivent être soutenus fermement par le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité établi par le FMI.

**Garantir les flux de financement pour les pandémies et d'autres biens publics mondiaux par le biais d'une réforme fiscale mondiale et d'une restructuration de la dette.** Les institutions de financement doivent explorer tous les efforts pour alléger la dette souveraine odieuse et veiller à ce qu'un pourcentage de la marge budgétaire créée soit consacré à la fourniture de biens publics mondiaux pour le climat et la santé. The Elders soutiennent vivement les nouvelles idées visant à trouver des sources de financement innovantes, telles que la proposition lors du G20 au Brésil en faveur d'un impôt sur la fortune, ainsi que d'autres idées examinées par le *Global Solidarity Levies Task Force for People and the Planet* (Groupe de travail sur les contributions de solidarité mondiale pour les peuples et la planète), et dans le cadre de la Convention fiscale des Nations Unies.

## Désinformation et politisation

**Placer les preuves scientifiques au centre de l'élaboration des politiques.** Les gouvernements ne doivent pas adapter leur positionnement pour tenter d'apaiser les théoriciens du complot et les diffuseurs de désinformation. Ils doivent élaborer leur politique en matière de PPR aux pandémies à l'échelle mondiale en se fondant sur les preuves scientifiques disponibles. La menace de ces campagnes coordonnées est considérable et doit être traitée. Avant tout, les gouvernements doivent agir dans l'intérêt de leurs citoyens. Les politiques doivent tenir compte des preuves scientifiques et factuelles sur les pandémies.

**Inclure la sécurité sanitaire mondiale dans les forums de débats mondiaux sur la lutte contre les informations erronées et la désinformation.** Si la santé mondiale a été au cœur des informations erronées et de la désinformation, la tendance qui se dessine sur les réseaux sociaux va bien au-delà des pandémies. Les forums qui examinent les outils les plus efficaces pour lutter horizontalement contre cette menace doivent tenir compte de la sécurité sanitaire mondiale, et les gouvernements doivent prendre l'avis d'experts sur la manière de gérer cette menace en constante évolution. Cette action doit être menée au sein des Nations Unies avec le soutien de l'Envoyé(e) du Secrétaire général pour la technologie, et plus particulièrement par la mise en œuvre du Pacte numérique mondial des Nations Unies et des Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information.

**Intégrer la gestion de la désinformation dans la PPR aux pandémies.** Le Groupe d'experts indépendant a proposé de mettre en place un mécanisme mondial pour gérer la désinformation sur la PPR aux pandémies. Un dialogue mondial et multisectoriel doit être engagé sur cette question et sur d'autres options de gestion des informations erronées et de la désinformation.

## Menaces et opportunités des nouvelles technologies

**Intégrer la biosécurité dans les dialogues plus larges sur la sécurité sanitaire mondiale concernant la PPR aux pandémies.** Les organisations qui travaillent sur la PPR aux pandémies s'intéressent de plus en plus à la biosécurité et à la sûreté. La biosécurité et la sûreté doivent être reconnues comme un pilier fondamental de la PPR aux pandémies et intégrées dans l'approche multisectorielle à laquelle The Elders font appel. Les experts en santé mondiale et les chercheurs biomédicaux doivent avoir accès à davantage de forums pour dialoguer ensemble.

**Mettre en œuvre les engagements relatifs aux armes biologiques dans le cadre du Pacte pour l'avenir des Nations Unies.** L'Article 26 du Pacte pour l'avenir, adopté lors du Sommet de l'avenir en septembre 2024, recommande aux États membres des Nations Unies de déployer des efforts en matière de désarmement, notamment pour renforcer la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Cette question doit être abordée d'urgence afin d'assurer que les menaces biologiques actuelles, émergentes et évolutives sont traitées dans le cadre de cet accord international essentiel mais doté de ressources insuffisantes.

**Améliorer la réglementation en matière de biosécurité afin qu'elle réponde aux progrès rapides de la recherche et du développement biomédicaux,** notamment en ce qui concerne la sécurité des laboratoires et l'IA. Les gouvernements et les agences multilatérales doivent s'engager dans des initiatives mondiales visant à améliorer la réglementation de la recherche biomédicale. La réglementation doit garantir que le travail précieux effectué dans le cadre de la recherche sur des agents pathogènes potentiellement mortels ne compromette pas la prévention des pandémies à l'échelle mondiale. Le défaut d'adhésion aux normes les plus strictes en matière de biosécurité et de sûreté présente le risque de faciliter par inadvertance l'accès d'acteurs malhonnêtes. The Elders soutiennent les appels lancés par les responsables du projet « Pathogènes » du *Bulletin of Atomic Scientists* en vue d'établir des normes professionnelles, des codes de déontologie, des procédures opérationnelles normalisées et d'autres pratiques pour la recherche sur les agents pathogènes pandémiques connus et potentiels.



Rencontre entre Helen Clark et Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, octobre 2024. Photo : OMS / Violaine Martin



Membres du personnel de santé malaisiens portant un équipement de protection individuelle complet lors de l'épidémie de COVID-19, juin 2021. Photo : Shutterstock.com

Graça Machel prononçant un discours puissant et encourageant les femmes à jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre les menaces existentielles qui pèsent sur l'humanité.  
Photo : Thierry Ahimana / Small Steps Everyday



## Conclusion

Depuis que la COVID-19 a été déclarée Urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier 2020, trop peu de choses ont été faites pour rompre le cycle de panique et de négligence qui caractérise l'approche mondiale des pandémies.

Ce n'est pas faute de preuves ou de recommandations. Il s'agit d'un échec de la volonté politique causé par une pensée à court terme.

Les leaders sont confrontés à un choix : faire face aux menaces de pandémies avant qu'il ne soit trop tard ou nous laisser vulnérables à une future pandémie qui pourrait être pire que la COVID-19.

L'analyse scientifique et économique est claire : les avantages d'un investissement immédiat dans le renforcement des capacités mondiales de lutte contre les pandémies dépassent de loin les coûts. Ces avantages et ces coûts doivent être répartis équitablement dans le monde entier, dans un esprit de solidarité qui a tragiquement fait défaut lors de la pandémie de COVID-19.

La COVID-19 a souligné à quel point nous sommes interconnectés et interdépendants en tant qu'espèce humaine. Elle a projeté une lumière impitoyable sur les échecs des politiques nationalistes et des comportements individualistes à tous les niveaux de la société.

Mais elle a également suscité d'innombrables actes de solidarité et de sacrifice, dont les leaders, les décideurs politiques et la société civile devraient tous s'inspirer dans les années à venir. Une prévention, une préparation et une riposte équitables aux pandémies est un impératif moral et politique. Elles ne peuvent être menées à bien que par des leaders qui pensent de manière holistique et ont une vision à long terme de ce qui convient le mieux à leur population et au monde.

Nous devons à tous ceux qui ont succombé à la COVID-19, à leur famille et à leur communauté, de veiller à ce que les politiques futures soient équitables, financées et adaptées à leur objectif. Mais surtout, nous le devons à ceux qui risquent de mourir ou de voir leur vie gâchée par une pandémie encore plus meurtrière, c'est-à-dire à chacune et chacun d'entre nous.

Un avenir sain, sûr et équitable est à portée de main si les leaders agissent maintenant en faisant preuve de principe et de détermination.



## Follow The Elders:



@TheElders



The Elders



@theelders\_org



@theeldersorg



The Elders Foundation



@theelders.bsky.social

---

## The Elders Foundation

3 Tilney Street  
London  
W1K 1BJ  
United Kingdom

[theElders.org](https://theelders.org)

A registered charity in England and Wales. Reg. no. 1132397  
A company limited by guarantee in England and Wales. Reg. no. 06317151

Published in 2025 > Design by [coastline.agency](https://coastline.agency)